

Interview du Premier ministre, chef du gouvernement (suite & fin)

Suite en page 3

Le programme triennal avec le FMI prend officiellement fin en avril 2020. Nous sommes donc quasiment à l'heure du bilan. Pensez-vous que l'Etat a atteint ses objectifs à travers le Plan de relance économique fortement critiqué par les partenaires sociaux ? Sur le même aspect, le spectre d'une dévaluation du franc CFA est-il définitivement écarté ?

La dévaluation du franc CFA n'est pas à l'ordre du jour. La Cémac est engagée dans un processus de réforme des finances publiques avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Parmi les Etats de la sous-région, notre pays fait office de bon élève. Le Plan de relance de l'économie que nous mettons en œuvre s'inscrit dans cette dynamique. Bien sûr les mesures préconisées peuvent apparaître difficiles pour nos partenaires sociaux, mais elles sont nécessaires et bénéfiques sur le moyen et long terme, pour les Gabonaises et les Gabonais. Leurs efforts paieront, comme ce fut dans d'autres pays passés par la même phase que nous. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les dernières mesures annoncées par le gouvernement et portant entre autres, sur la réduction des effectifs de la main d'œuvre non permanente, le gel des recrutements à la Fonction publique, la rationalisation des bourses d'études ou encore les baisses sur les hauts salaires.

L'objectif du Plan de relance de l'économie et des réformes annoncées est non seulement de rééquilibrer les comptes publics mais également de permettre à l'Etat de disposer des ressources indispensables au financement des dépenses d'avenir et besoins sociaux des Gabonais.

Le Gabon est aujourd'hui présenté sur la scène internationale comme un pays surendetté (60 % du PIB) et qui éprouve beaucoup de difficultés à rembourser ses créances internationales et locales. Quel est votre stratégie pour collecter de nouvelles ressources et freiner cette frénésie de l'emprunt ?

La dette n'est pas une mauvaise chose en soi et tous les pays se financent et se construisent par l'endettement. Je ne connais pas de pays qui se soit développé uniquement de manière endogène en ne s'appuyant que sur ses seules ressources propres.

Cela dit, je fais remarquer que notre taux d'endettement estimé aujourd'hui à 64% du PIB est toujours en dessous du seuil limite de rigueur dans la zone Cémac. Ce qui est important, c'est que notre dette doit être restructurée pour être rendue soutenable et que les efforts soient faits en ce sens. Le gouvernement s'y attèle à travers notamment les réformes que je viens d'égréner. Si nous ne le faisons pas, nous perdrons la crédibilité de notre signature, ce qui nous priverait de ressources indispensables pour faire fonctionner les secteurs prioritaires.

La question du logement se pose toujours avec autant d'acuité au vu de l'échec de la quasi-totalité des projets lancés par le gouvernement et des structures dédiées à leur promotion. Comment comptez-vous relancer tous ces chantiers à l'abandon et garantir, enfin, leur livraison aux populations gabonaises ?

S'il y'a un dossier sur lequel nous avons échoué, c'est bien celui du logement. Je ne reviendrai pas sur les raisons de cet échec qui sont multiples et variées. Ce qu'il faut retenir de nos ambitions à ce niveau c'est que nous poursuivrons la mise en œuvre des différents projets entamés ou arrêtés avec l'exigence d'une meilleure gouvernance.

Le chef de l'Etat S. E. Ali Bongo Ondimba, nous l'a redit à l'occasion de son retour. Désormais, ce ne sont pas les textes qui comptent. Ce sont les actes et les résultats. De ce point de vue, le logement sera l'un des secteurs test.

Monsieur le Premier ministre, parmi les

autres secteurs qui préoccupent les Gabonais il y a ceux de l'Education et de l'Enseignement supérieur. Qu'en est-il de la situation administrative des enseignants non-salariés qui ne touchent que des vacances dont vous avez d'ailleurs prédit la suppression ?

Je vous invite à relire les termes exacts de ma déclaration de politique générale cela vous aiderait à mieux informer les Gabonais. De même, cela permettrait de confondre ceux qui cherchent à distraire et tromper l'opinion au moment où le gouvernement prend des décisions courageuses dans une double optique d'équité et de solidarité.

J'ai clairement expliqué, le 26 février, devant les députés, qu'en dépit de nos engagements contractuels avec les instances financières internationales, en dépit de nos contraintes budgétaires, en dépit de la charge, devenue insoutenable, de notre masse salariale et en dépit enfin, de l'option des réformes qui implique une forte obligation de contraction de dépenses, nous ne pouvions nous permettre d'ignorer la situation de milliers de nos jeunes compatriotes formés, employés par les administrations et dont les dossiers demeurent en instance.

En conséquence, nous avons décidé, sur instruction du président de la République, chef de l'Etat, de procéder à la régularisation de leurs situations. Les enseignants sont naturellement concernés au premier chef par cette importante mesure.

J'ai eu l'occasion de le rappeler de vive voix à certains des membres de cette corporation qui avaient pris l'habitude, sans doute mal informés, de s'installer devant mes bureaux à la Primature.

Ceci me donne l'occasion de tordre le cou à une autre information erronée selon laquelle, j'aurai décrété la suppression des vacances.

Ce que j'ai dit est que les enseignants eux-mêmes, notamment ceux qui se retrouvent avec un important surcroît de travail en termes de correction de copies d'examen ne sauraient contester, qu'il faut mener une action forte contre les abus qui gangrènent ce secteur et alourdissent d'année en année l'enveloppe destinée à cette dépense.

J'ai donc annoncé la conduite d'une réflexion sur le paiement des vacances afin de mettre un terme à ces abus et réduire la taille de cette enveloppe de manière à ce que cette ressource ne profite qu'aux seuls vrais ayants droit.

Les enseignants eux-mêmes, principales victimes de ce désordre, seront pleinement associés à ce nécessaire nettoyage des écuries d'Augias.

Un exemple concret, l'USTM éprouve d'énormes difficultés aujourd'hui. Les équipements sont délabrés. Des promotions sont toujours en attente de soutenance, l'Etat semble ne pas s'en préoccuper. Pourquoi une telle démission de la part des pouvoirs publics ? Comment pouvez-vous rassurer les étudiants de l'USTM et leurs enseignants ?

La situation de nos universités est très préoccupante, nous en sommes pleinement conscients. C'est pourquoi le gouvernement a fait de la réforme de ces structures une de ses priorités. Mais ça n'est pas qu'une question d'infrastructures. C'est peut-être avant tout un problème d'offre de formation déconnectée des besoins, réels ou potentiels, sur le marché du travail.

Il faut que nos universités s'arriment irrémédiablement au monde du travail et à la configuration du marché de l'emploi. Là est tout le bien-fondé de la mesure visant à la réforme des critères d'attribution des bourses qui doivent désormais reposer sur la double exigence de l'encouragement au mérite et de l'employabilité de nos étudiants. Dans cet esprit, les universités devront, dans le futur, de plus en plus privilégier les partenariats avec les entreprises. L'image peu reluisante de l'ensemble de nos universités aujourd'hui nécessite une action forte pour redonner à ces institutions la place qu'elle mérite dans notre pays. Sur ce plan, le ministre d'Etat me soumettra,



Photo : presse primature

"Nous allons mettre en œuvre, un modèle innovant de contrat de maintenance de l'ensemble du réseau routier"

dans les tout prochains jours, un plan d'actions visant la réhabilitation de l'ensemble des universités et la réforme des curricula. Dans le monde 'aujourd'hui, a fortiori de demain, un pays qui n'a pas un secteur universitaire, et plus globalement un secteur éducatif fort, est un pays condamné à vivre dans la compétition internationale.

Concernant la gouvernance des hôpitaux, comment comptez-vous endiguer l'insuffisance en ressource humaine et améliorer le financement des hôpitaux pour garantir la qualité des soins dans nos établissements ? Et que dire de l'accès aux médicaments avec le problème de la CNAMGS qui accumule les dettes vis-à-vis des structures hospitalières et les pharmacies, tout comme l'entretien des plateaux techniques. Qu'envisagez-vous donc le gouvernement pour améliorer les choses ?

Le secteur de la santé est celui dans lequel l'Etat a le plus investi ces dernières années. Le gouvernement va poursuivre cet effort, dans l'optique d'une meilleure rationalisation territoriale et d'une bonne gouvernance. La gouvernance des CHU et des CHR sera facilitée par l'application stricte des décrets portant organisation de ces établissements ; elle vise à en améliorer la gestion avec pour objectif d'avoir une meilleure qualité des soins.

En outre, le gouvernement va s'attaquer à la lancinante question de la disponibilité des médicaments dans les Centres de santé. Sur ce point, j'ai instruit le ministre d'Etat de soumettre très rapidement au gouvernement, une politique efficiente du médicament. En ce domaine, comme en d'autres, nous nous voilons pas la face, nous sommes pleinement conscients des difficultés. L'ensemble des problèmes seront donc mis sur la table afin d'y remédier. Nous sommes d'accord, les choses doivent changer.

Le secteur de l'énergie fait quand même partie de ceux qui compliquent, ces derniers temps, de plus en plus la vie des Gabonais en général, et des Librevillois en particulier. Des coupures d'eau et d'électricité en permanence. Aujourd'hui le Groupe VEOLIA est parti, l'Etat a repris son bien. Les populations se demandent vers qui se tourner maintenant pour que s'améliore cette situation qui les accable de plus en plus ?

L'eau et l'électricité sont des besoins vitaux quotidiens. C'est pour cette raison que j'ai demandé au ministre en charge du secteur de réfléchir sur la mise en œuvre d'une grande initiative de l'eau et de l'électricité appelée : «Eau pour tous, Electricité pour tous».

Au sujet de VEOLIA, l'Etat a effectivement repris la gestion de la SEEG à travers la Société de Patrimoine.

J'ai demandé un diagnostic de tous les équipements de production transport et distri-

bution en eau et en électricité aux fins de mener une action qui porterait aussi bien sur l'entretien de l'existant que sur le financement de nouveaux ouvrages. Pour la phase d'entretien, instruction a été donnée au ministre en charge de l'Energie pour qu'un rapport détaillé me soit présenté dans des délais raisonnables.

En matière d'eau particulièrement, un grand effort sera fait pour l'amélioration des rendements de réseau car il semble que c'est à ce niveau principalement, que la SEEG rencontre le plus de difficultés.

D'une manière générale, nous combinerons la poursuite de la mise en œuvre des mesures présidentielles d'urgence du ressort avec des nouvelles initiatives dans le but d'atteindre notre objectif d'accès à tous à l'eau et à l'électricité. Au final, notre ambition reste la même : offrir aux Gabonais une couverture continue en eau et en électricité. Nous y parviendrons.

Monsieur le Premier ministre, nous arrivons au terme de notre entretien. S'il y a une ou deux choses, que les Gabonais doivent retenir prioritairement ici, ce serait quoi ?

Ce que je voudrais que les Gabonais retiennent au final et qui résume l'esprit de la Déclaration de politique générale présentée et adoptée par l'Assemblée nationale le 26 février dernier serait plusieurs choses : faire de vraies réformes structurelles qui changent la vie sur le long terme et non des réformes cosmétiques ; faire des réformes dans les secteurs de préoccupations prioritaires des Gabonais ; enfin faire des réformes qui ont des résultats, autrement dit un impact direct et concret sur la vie de nos concitoyens. L'emploi, l'éducation, la santé, le logement, les transports, le pouvoir d'achat, l'accès à l'eau et l'énergie, etc. sur tous ces points le quotidien des Gabonais doit changer.

Nous allons résolument engager des réformes utiles, trop longtemps différées. Ces réformes seront, au départ, forcément douloureuses, difficiles et pourront pour certaines d'entre elles, bousculer notre confort de vie.

Mais il s'agit de réformes non seulement indispensables, mais également justes, équitables et utiles. Elles doivent nous permettre à terme de retrouver des marges de manœuvre budgétaire pour financer les dépenses d'avenir (les dépenses d'investissements et les dépenses sociales). Sur les bienfaits sociaux, nous avons la ferme intention d'améliorer de manière substantielle, l'accès de tous, à l'eau et à l'électricité, aux soins de santé de qualité, aux routes praticables en toute saison, à un environnement sécurisé et un habitat décent.

Enfin, et peut-être n'en a-t-on pas assez parlé, je veux insister sur ce qui doit être l'absolue priorité en terme d'action publique car tout le reste en découle, l'emploi. Augmenter le taux d'emplois dans notre pays, faire en sorte de permettre aux entreprises de créer dans les secteurs diversifiés des emplois en nombre suffisant, doit être une obsession de ce gouvernement.

C'est en tout cas la mission que le président de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba m'a prescrite. Elle est ambitieuse mais réalisable. Mon gouvernement et moi-même comptons bien la remplir avec le soutien de tous.